

INDOCHINE tombeau du colonialisme

EN cette septième année de la guerre d'oppression et de rapine au Viet-Nam, la bourgeoisie française a perdu tout espoir d'y rétablir sa domination.

— 500 milliards pour la guerre d'Indochine ; — 1.000 milliards de réarmement atlantique.

Les récents débats budgétaires ont jeté une lumière crue sur la réalité indochinoise. La discussion a été vive au sein des différents groupes parlementaires de la majorité.

Ainsi Edouard Daladier, qu'on ne peut soupçonner de sympathies pour la cause du peuple Vietnamien, énuméra les conséquences catastrophiques de la guerre coloniale sur l'économie, le budget, l'armée, l'encadrement militaire, la situation diplomatique, etc.

Au bluff du gouvernement sur les prétendues victoires au Tonkin, il répliqua : « Il est vrai que le Viet-Minh va de catastrophe en catastrophe, où allons-nous nous mêmes ? »

D'autres orateurs colonialistes, tout en rejetant les conclusions de Daladier, partageaient ses appréciations de la situation.

Les ministres eux-mêmes n'offrirent dans ce débat aucune autre perspective que de TENIR jusqu'à un armistice en Corée qui permettrait de traiter avec Mao Tse Tung.

En réalité, pour traiter, la bourgeoisie française devrait reconnaître le gouvernement de Mao Tse Tung. Truman ne le lui permet pas.

Au moins peut-elle escompter une aide américaine suffisante ? Nullement.

Le gouvernement Truman précise même qu'il n'envoiera pas de troupes terrestres en cas d'intervention chinoise au Viet-Nam.

Reste alors la possibilité d'évacuer l'Indochine ? Non, pas même cette possibilité ! Car la bourgeoisie française est obsédée par l'idée que son retrait d'Indochine déclencherait immédiatement l'insurrection libératrice des peuples d'Afrique du Nord.

Sa tactique se ramène à ceci : durer, attendre. L'attente peut n'être plus très longue.

Et les travailleurs de ce pays savent s'unir pour l'action, la guerre d'Indochine aura été le dernier crime de l'impérialisme français.

F. B.

Union nationale ou unité ouvrière

ETIENNE FAJON a consacré récemment trois éditoriaux de « l'Humanité » à l'unité d'action de la classe ouvrière. Lorsque Fajon proclame que « le front unique des travailleurs communistes et socialistes est indispensable » (1), nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui, nous qui depuis quatre ans, alors que Fajon disait toute autre chose, n'avons cessé d'affirmer que l'unité d'action syndicale et politique était la condition préalable de tout succès ouvrier.

Et Fajon a également raison d'écrire : « De plus en plus fréquemment les travailleurs, loin de s'en tenir à leurs revendications immédiates, exigent pour demain une politique générale qui permette de satisfaire ces revendications » (2).

Mais de quelle « politique générale » s'agit-il ?

Les dirigeants du P.C.F., depuis des mois, ne cessent de le répéter : d'une politique d'union nationale, d'union de tous les Français — impulsée par un « gouvernement français », un « gouvernement qui ne prendra ses mois d'ordre qu'après des Français ». L'unité ouvrière n'est pour eux, comme le Comité central d'Yvry l'affirmait au mois de septembre, qu'un « facteur de l'union nationale ».

Mais les « Français » se divisent en deux classes hostiles, en exploitateurs capitalistes et travailleurs exploités. Après de laquelle de ces deux classes le « gouvernement français » prendra-t-il ses mots d'ordre ?

« Après de tous », nous répondra-t-on sans doute. Car tous les Français, ouvriers ou patrons, ont également intérêt à s'opposer à la politique américaine.

C'est là une illusion mortelle. Certes, les contradictions sont aujourd'hui plus nombreuses que jamais au sein de la bourgeoisie mondiale. Entre bourgeois français et bourgeois américains, notamment les conflits d'intérêt se multiplient ; l'impérialisme

CRISE DE RÉGIME UN GOUVERNEMENT au service des travailleurs !

Le gouvernement Plevin s'est effondré à son cinquième mois d'existence. C'est le refus ouvrier de payer la préparation de la guerre atlantique qui l'a tué. Le Parti socialiste dont le soutien — était la condition du maintien du gouvernement, n'a pu méconnaître l'opposition résolue de toute la classe ouvrière et de ses propres militants tout d'abord.

La chute du gouvernement Plevin au premier vote de confiance sur les lois-cadres éclaira la situation réelle du pays.

Son impuissance et sa faillite révélèrent derrière la crise gouvernementale une crise de régime.

Une majorité bourgeoise existe encore au Parlement : celle qui, sous la direction du R.P.F., instaureront dans la métropole le régime de misère et de terreur policière qui existe déjà dans les colonies. Mais les conditions de la chute du cabinet Plevin ne montrent-elles pas que tenter cela serait pour la bourgeoisie la pire des aventures.

La classe des possédants ne peut plus gouverner. Elle ne peut se contenter, mameuvre, s'accrocher à d'aussi pauvres points d'appui que la recherche d'hommes nouveaux (M. Edgar Faure, un radical), comme s'il s'agissait d'une question d'hommes.

Son dernier atout c'est la collaboration de classe avec le Parti socialiste. Si ce dernier accepte d'être à nouveau l'appoint de la majorité introuvable, il permet à l'ennemi de classe de rafoler les positions et les forces ouvrières qu'il ne peut abattre d'une seul coup ; il calme les vœux

Michel LEQUENNE. (Suite page 2.)

Les travailleurs japonais font échec à Yoshida

Correspondant.

La ratification par la Diète japonaise du traité de paix et du pacte de sécurité nippo-américains a provoqué une violente opposition qui menace de s'étendre des centres industriels à l'ensemble du pays.

Le pacte de sécurité surtout a profondément heurté, notamment par une clause permettant aux troupes américaines de « maintenir l'ordre » dans le pays. Les mots : guerre civile ont été prononcés au cours de la discussion de la Diète.

Le désir de paix des travailleurs japonais s'est particulièrement cristallisé autour du mouvement des (Suite page 3.)

La police cherche à se venger de sa défaite chez Renault UNION CONTRE L'ARBITRAIRE

La police bourgeoise a essayé un échec cuisant sur la place Nationale de Boulogne-Billancourt. Voulu provoquer les ouvriers par des démonstrations imposantes de force en complicité ouverte avec le R.P.F., les travailleurs de chez Renault ont clairement montré, le 22 décembre, qu'ils n'entendaient pas se laisser impunément insulter sur le lieu même de leur travail.

Mais la bourgeoisie ne pouvait en rester là ! Elle voulait des victimes en compensation des 51 policiers blessés. Venue mettre son nez dans des affaires qui ne la concernaient aucunement, la police se trouvait atteinte dans son moral par la course à l'échalote sans précédent qu'elle avait subi.

L'affaire était compliquée. Qui était responsable ? Assurément pas les ouvriers sortant de leur travail que l'on venait acclamer par des slogans et des injures qui étaient une insulte à leur misère et à leurs conditions de travail. Accuser les procureurs R.P.F. c'était, pour la bourgeoisie, accuser la police puisque l'un et l'autre étaient complices et conjointement solidaires dans cette affaire. Il ne restait plus qu'une solution : passer outre à la légalité et tenter de monter de toutes pièces un procès où les accusés seraient des ouvriers et les témoins à charge des R.P.F. en service commandé.

Pour avoir des accusés, il faut des (D. RENARD. (Suite page 4.)



Vincent Auriant. — Quelle époque, mon cher Baylot ! Si on ne respecte même plus les forces de l'ordre...

L'AVENIR DE L'U.R.S.S... vu par les dirigeants impérialistes américains

L'auteur de cet article est un révolutionnaire émigré récemment d'Union Soviétique. Il a vingt-cinq ans et vit actuellement en Grande-Bretagne. Il n'est pas trotskyste parce que, comme il nous le dit dans une note, « étant un représentant de la plus jeune génération du peuple soviétique », il n'a pas eu la possibilité d'apprendre ce que le trotskisme « est en réalité ». Son point de vue cependant est, pour cette raison même, d'un intérêt particulier pour les lecteurs de notre revue (1). Il représente en effet la pensée critique de ces jeunes révolutionnaires appartenant à la génération grandie sous le stalinisme et qui a appris à lutter contre lui sur son propre sol. Pour des raisons évidentes, le nom véritable de l'auteur ne peut être révélé.

Cette année, on s'est exprimé assez franchement dans les cercles dirigeants des U.S.A. sur le sujet : Quel genre de Russie serions-nous heureux de voir à l'avenir ? Il est clair que la « Russie future » qu'ils ont en tête n'est pas l'Union Soviétique stalinienne, mais quelque chose de nouveau et de différent. Comme point de départ pour la construction de leurs conceptions politiques, ils appuient, conformément à leurs vœux, que l'Union Soviétique, vaincue au cours d'une guerre, a cessé d'exister.

DEUX PROGRAMMES « MADE IN U.S.A. » Quel est le programme de cette « Russie future » made in America ? Résumons les deux points de vue récemment rendus publics. Le premier est celui de Mr. George F. Kennan, ancien chef de la direction politique au Département d'Etat et Conseiller à l'ambassade U.S. à Moscou. Dans son article « L'Amérique et la Russie future » paru dans Foreign Affairs d'avril 1951, Kennan énonce ce qui suit : « 1. En abordant les problèmes

intérieurs d'une Russie future, nous devons être très prudents et souples. 2. Il faudrait que la Russie future soit une république libérale-démocratique. 3. Comme les

UNE ÉTUDE DE W. WILNY

forces libérales-démocratiques dans la Russie d'aujourd'hui son très faibles, nous les aiderons à se développer de façon lente et graduelle. 4. Les forces libérales-démocratiques en Russie existent maintenant dans la payannerie et, en conséquence, nous les soutiendrons en accordant la restauration de la propriété privée de la terre. 5. Quoique, malheureusement l'industrie doit rester dans les mains du gouvernement, nous soutiendrons l'apparition de la libre concurrence dans toute l'économie. 6. Aux nationalités non russes de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui serait accordée l'autonomie culturelle et linguistique. 7. L'autre point de vue est celui de

Mr. Harold E. Stassen, ancien gouverneur du Minnesota, candidat malheureux à la présidence, aujourd'hui président de l'Université de Pennsylvanie et touriste politique bien connu. Il a présenté son programme dans un article intitulé : « L'effondrement de la Russie du Communisme » dans le Ladies' Home Journal d'avril 1951 et dans quelques émissions radiophoniques. Il dit : « Pour la libération et la marche en avant de l'humanité » nous devrions soutenir la contre-révolution en U.R.S.S. Son programme se divise en 1. Rétablissement de la propriété privée de la terre. 2. Rétablissement d'une vie religieuse libre. 3. Libération de tous les prisonniers de tous les camps de concentration russes. 4. Établissement d'états nationaux souverains en Ukraine, Ettonie, Lithuanie, Lettonie, Biélorussie, Pologne, Tchecoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Turkestan. 5. Il faudrait soutenir les « mouvements contre-révolutionnaires » des émigrés d'Europe occidentale. (Suite page 3.)

(1) Cette étude est parue dans la revue Fourth International, organe théorique des trotskystes américains.

(1) « Huma » du 9 janvier. (2) « Huma » du 12 janvier.

CERCLE LENINE Vendredi 1er Février 1952 PALAIS DE LA MUTUALITE SALLE M — 20 H. 30 La domination américaine Comment la combattre avec efficacité





